

Rudolf Schwarzböck

Président du Comité des Organisations Professionnelles Agricoles de l'Union Européenne COPA

Président de la Conférence des présidents des Chambres d'agriculture d'Autriche

Assemblée des délégués de  
L'Union Suisse des Paysans

Conférence:

Les paysans d'Europe déterminés à relever le défi agricole

Berne, jeudi 30 novembre 2006

## Présentations

### **Les succès de la politique agricole commune PAC**

Dans quelques semaines, l'Union européenne s'engagera dans la nouvelle période financière qui va s'étendre jusqu'en 2013. Ces dernières années, les paysans de l'Union ont été confrontés à des défis immenses. Aux profondes réformes successives a suivi un nouveau challenge à assumer : l'élargissement de l'UE à dix autres pays. Tandis que l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie est imminente, des négociations sont en cours pour la Croatie et la Turquie. Après tant de bouleversements et de déréglementations, il va de soi que les paysans d'Europe aspirent à une phase de continuité, de fiabilité et de prévisibilité des conditions-cadres de la politique agricole. Conscients que la suite ne sera pas de tout repos, ils sollicitent des normes stables pour satisfaire aux exigences de leurs tâches. Ils en sont capables et ont fait la preuve de leurs capacités au cours de ces dernières années.

L'agriculture de l'Union européenne n'a pas à être modeste. Elle a contribué durant les dernières décennies, plus que tout autre secteur économique, à la stabilisation du budget de chacun des Etats membres. Voici la preuve en quelques chiffres:

- La part du budget agricole de l'Union européenne, comparée au budget global entre 1993 et 2013, a été réduite de moitié.
- Dans ce même laps de temps, les prix institutionnels, mais aussi les prix réels des produits agricoles, ont subi une réduction sensible, avec une nette contenance de l'inflation. Ce qui permet à l'industrie alimentaire d'assurer des emplois et de performer sur des marchés tiers.
- En plus, l'Union européenne a maîtrisé un élargissement de 15 à 25, voire 27 Etats membres, sans extension réelle du budget existant.

La comparaison avec d'autres secteurs de l'économie démontre le succès effectif de la politique agricole commune. Elle garantit l'alimentation de tout un continent, crée les bases d'un tourisme dynamique, préserve l'espace rural et sauvegarde les ressources naturelles, telles que le sol et l'eau. Qui plus est, et en dépit de tout, la PAC coûte bien moins aux concitoyens que ce que les médias veulent faire miroiter.

- L'Europe dépense quatre fois plus pour la recherche et le développement que pour l'agriculture. Mais seul le cinq pour cent de ces fonds sont adjugés à l'échelon de l'Union européenne. Le reste dépend de la souveraineté des pays membres, à savoir que des doublons sont inévitables. Selon le calcul des experts, la somme de ces doublons et dépenses multiples mal identifiées, correspond au montant du budget agricole de l'Union européenne.
- Mais il n'y a pas que les financements à double, il y a aussi les subventions cachées que personne ne voit ou ne veut voir. Par exemple, l'industrie aéronautique bénéficie d'une grande exonération fiscale. L'exemple de ma patrie illustre l'importance du montant qui échappe au fisc, du fait que le carburant d'avion n'est pas assujéti à l'impôt sur les huiles minérales et que les billets sont exonérés de la taxe sur le chiffre d'affaires. La différence en Autriche équivaut aux coûts globaux de la politique agricole.

## **Le modèle agricole européen**

Ce succès repose sur le modèle agricole européen, tel qu'il a été instauré en 1997 par les chefs d'Etats et de gouvernements. Ce modèle, construit en accord avec l'économie, l'écologie et la justice sociale, place les exploitations familiales agricoles au centre de ses réflexions. Les ministres européens de l'agriculture ont encore une fois signalé un large soutien à la pérennité et à la défense de notre modèle agricole. Et ce, pour la bonne raison qu'une agriculture européenne performante et durable est dans l'intérêt de toute la société européenne. L'approvisionnement de la population en produits alimentaires de haute qualité est une véritable histoire de succès, car les caractéristiques de l'agriculture européenne se traduisent par productivité, efficacité et une qualité de plus haut degré, garantis par une diversité d'exploitations hétéroclites, respectant au plus haut point la notion de durabilité.

L'agriculture constitue la base économique de toute l'industrie agroalimentaire. Avec les secteurs en amont et en aval, l'agriculture offre 34 millions d'emplois en Europe. L'industrie agroalimentaire contribue trois fois plus au PIB que les groupes de producteurs de véhicules en Europe.

Le 90% des surfaces en Europe consistent en un espace rural, dont l'agriculture est le principal support économique. Sans une agriculture forte, il n'y aura à long terme plus d'espace rural viable. Sans agriculture, il ne pourra plus y avoir de nature, telle que la société l'exige. Le domaine de l'emploi dépend aussi d'une agriculture dynamique. Dans la plupart des Etats membres de l'Union européenne plus de 50% des postes de travail se situent dans l'espace rural. Si elles se perdaient, parce que l'agriculture ne jouerait plus de rôle moteur, l'exode rural menacerait à long terme les villes et agglomérations. Nous revendiquons dès lors la mise en place d'un deuxième pilier de la politique agricole, permettant de protéger l'environnement et d'encourager, puis d'assurer l'adaptation économique et l'amélioration de la compétitivité de l'agriculture européenne. Cette politique requiert en première ligne des moyens financiers suffisants. Or, l'enveloppe financière prévue de 2007 à 2013 demande de faire plus, avec moins d'argent. Cela ne pourra pas fonctionner sans mettre un accent plus important sur la compétitivité à promouvoir.

## **Politique offensive de l'Union européenne**

La période financière 2007 – 2013 de l'Union européenne va s'ouvrir. En même temps sera lancé le nouveau programme de développement des régions rurales, avec une accentuation du deuxième pilier de la politique agricole commune, une politique axée sur l'espace rural. L'Union européenne travaille, en parallèle, à l'amendement de l'ordonnance sur le marché du vin et de l'ordonnance sur le marché des fruits et légumes. Et finalement, nous allons devoir vouer une plus grande attention aux matières premières renouvelables.

Au début de cette nouvelle période, le COPA comme représentant des organisations professionnelles agricoles européennes revendique une agriculture forte, efficiente, compétitive et durable. Or, ces objectifs incontestés ne sont pas toujours atteints dans la politique agricole quotidienne.

Permettez-moi de m'arrêter quelques instants sur les marchés agricoles: si nous observons la politique de marché de l'Union européenne sous un angle critique, nous constatons des tentatives permanentes de mise sous pression des marchés agricoles, par exemple pour les

céréales et le lait. Nous attendons de la commission européenne une politique défensive et un management actif du marché. Nous souhaitons un plus grand engagement dans le but d'imposer sur le marché intérieur de meilleures conditions pour la consommation intermédiaire, par exemple pour les produits phytosanitaires. Sur ce point, l'Union européenne est loin d'être compétitive, car la bureaucratie et les intérêts personnels entravent le marché intérieur et, partant, nuisent à l'agriculture.

Il n'y a pas de raison de procéder à une réduction drastique de la production de viande bovine dans l'Union européenne. Or, si nous acceptons l'offre de négociations de l'OMC, portant sur une diminution du soutien à l'exportation et sur une plus grande ouverture des marchés, la production de bovin dans l'Union européenne sera abaissée à 80 pour cent du niveau actuel. Cela ne sera pas sans conséquences : les consommateurs exigent des paysans européens des standards d'hygiène et de protection des animaux toujours plus élevés, ainsi que des méthodes d'élevage et de transformation de la viande toujours plus performantes, entraînant de toute évidence un renchérissement des coûts de la production européenne.

Simultanément, les entraves à l'importation d'outre-mer pour la viande de boeuf bon marché, du Brésil en particulier, sont assouplies. Pourtant, le Brésil ne connaît ni une loi sur la protection des animaux, ni des standards d'hygiène identiques à ceux de l'Union européenne. Les contrôles de qualité de l'UE ne sont pas toujours aussi efficaces que les consommateurs et nous-mêmes le souhaiterions. Dès lors, nous déplorons que de la marchandise produite à bas prix, selon des méthodes inconcevables chez nous, puisse concurrencer les produits de l'Union européenne dans les supermarchés d'Europe.

S'agissant du marché du lait, nous revendiquons aussi plus de clarté. Le débat interminable qui se concentre uniquement sur la suppression des quotas perd de sa conviction. Nous voulons des concepts offensifs, qui ouvrent une issue au marché laitier de l'Europe et dessinent des perspectives d'avenir plus optimistes pour les paysans européens producteurs de lait.

### **Les chances du marché de la biomasse**

Dans le domaine des matières premières renouvelables, j'escompte un esprit plus offensif. Les objectifs stratégiques de la politique gazière russe et les divers foyers de crise au Proche et Moyen-Orient prouvent qu'il est vital pour l'Union européenne de développer une nouvelle politique énergétique, afin de moins dépendre des matières premières fossiles, dont la demande mondiale ne cesse de croître.

L'ampleur de la consommation en matières premières des Indes et de la Chine prend des proportions inimaginables. La surconsommation d'énergie fossile en Chine pour l'année 2005 a dépassé la consommation globale en Allemagne. Et la demande continue de croître. L'Asie connaît un potentiel de croissance pour ainsi dire inépuisable, tandis qu'il est encore à l'état de sommeil en Afrique. Si l'Europe s'appuie uniquement sur l'énergie fossile, l'économie et le citoyen éprouveront de sérieux problèmes.

J'en appelle aux responsables de l'Union européenne: sans une nette promotion des énergies alternatives et des matières premières renouvelables, l'essor économique et la paix du

continent ne seront plus garantis. Or, le biogaz, le bois, le biodiesel et l'éthanol offrent des chances suffisantes. La sylviculture et l'agriculture proposent des solutions actives au problème. Dans ce contexte, je me permets de citer une nouvelle fois l'Autriche en exemple: Le gouvernement autrichien s'est donné pour objectif de porter, dans les années à venir, à 45 pour cent la part des énergies renouvelables, houille blanche y comprise.

L'expansion de la branche en Europe montre que les agriculteurs européens et l'économie sont en mesure de saisir de nouvelles chances de marché. Ce sont des atouts qui certes auraient un effet positif sur le revenu de l'agriculture européenne, et qui renferment aussi un énorme potentiel pour l'ensemble de l'économie. Une grande partie des importations seraient remplacée par la production indigène. L'agriculture européenne fournit dans ce contexte une immense contribution à la protection du climat et à la garantie de l'approvisionnement énergétique. C'est là une autre preuve tangible que l'agriculture reste indispensable pour la société européenne.

A Bruxelles et aux capitales nationales d'élaborer et de consolider maintenant les conditions-cadres politiques appropriées. Les milliards d'investissements dans l'agriculture et les autres branches doivent être sécurisés. Il s'agit de prendre des mesures d'ordonnance demandant l'admixtion dans les carburants, et des mesures politiques de fiscalité et de recherche. L'agriculture, si elle n'est pas le producteur final, devrait pouvoir bénéficier d'une manière déterminante et en toute loyauté de la valeur ajoutée. Le courant écologique offre une piste intéressante et plus rapide pour se rendre indépendant des matières premières fossiles. L'Autriche a déjà fait du chemin : plus de 200 installations biomasses et près de 250 installations biogaz sont homologuées. Elles dégagent une valeur ajoutée supérieure à un milliard d'euros par année et ont créé 17 000 emplois en Autriche. Viennent s'y ajouter des effets climatiques d'économie de 2,25 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>. D'ici 2010, la part de courant écologique devrait se monter à 10 pour cent. A ce titre un milliard d'euros seront destinés à la promotion.

### **Maîtriser la mondialisation**

L'agriculture est une activité économique. Les conditions-cadres doivent être telles que l'activité entrepreneuriale en vaille la peine. Nous avons besoin de conditions fiables qui nous encadrent jusqu'en 2013, soit jusqu'à la fin de la prochaine période budgétaire. Voilà la revendication que nous soumettons à la Commission européenne. La bilan intermédiaire de la réforme agricole de l'Union européenne prévu pour 2008, portant le titre *d'examen de santé* ne doit pas conduire à une nouvelle réforme de la réforme. En 2002, la révision à mi-parcours de la période financière avait abouti à l'une des plus profondes réformes agraires dans l'histoire de l'Union européenne; les paysans préfèrent donc rester prudents.

Il est grand temps que les agriculteurs puissent travailler dans le calme et la continuité et que les politiques tiennent leurs promesses. La politique agricole de l'Union européenne dispose, tant pour le premier que pour le second pilier, de résultats concrets et de données budgétaires qui sont à appliquer au pied de la lettre, jusqu'à la fin de la période financière 2007 – 2013.

Dans ce contexte, non seulement la sécurité juridique, mais la confiance dans la politique générale de l'Union européenne sont en jeu. Il ne faut pas remettre l'œuvre sur le métier

avant que le projet proprement dit ait reçu force de loi. Une telle politique sèmerait la confusion. Nous demandons la stabilité et la fiabilité au sens d'une Union européenne qui fonctionne, gagnant la confiance de ses concitoyens.

Si l'agriculture veut s'ouvrir à la libéralisation et maîtriser la mondialisation, elle a besoin, outre d'une sécurité financière, de marchés européens qui fonctionnent et d'une loyale protection extérieure aux frontières. Pour s'affirmer sur des marchés en voie de libéralisation, il convient d'examiner dans toutes les mesures prises à l'échelle européenne et nationale, comment celles-ci pourraient influencer la position compétitive de l'agriculture européenne et la situation sociale et économique dans l'espace rural. Une autre piste qui apporterait des réponses appropriées à la mondialisation, serait de fixer, dans des instances internationales, des standards de production durable, valables à l'échelle mondiale. Ce faisant, les aspects non commerciaux devraient être mieux pris en compte dans les négociations de l'OMC.

En outre, la commission devra absolument donner un cadre juridique ferme à l'actuelle politique agricole de l'UE, en cas de poursuite des négociations à l'OMC. Par le passé, le modèle agricole européen a fait ses preuves, grâce à l'existence d'un marché intérieur, avec une protection extérieure aux frontières. Le fonctionnement de ce modèle ne devrait en aucun cas être altéré.

### **Les incidences de l'élargissement de l'UE**

Durant la dernière décennie, l'évolution de l'Union européenne a connu une rapide accélération:

- Le nombre des Etats membres, en passant de 12 à 25, a plus que doublé, deux pays y adhéreront sous peu et deux autres ont ouvert des négociations d'adhésion.
- Douze pays de l'UE utilisent une monnaie commune, d'autres Etats sont prêts à l'introduire.
- Jusqu'à présent, 13 pays font partie de l'Espace Schengen.
- Seul le projet de la Constitution commune a été fort ralenti et reste en attente des décisions politiques.

Jetant un regard critique sur le plus grand projet de l'Union, qui a été, ces dernières années, l'élargissement de 12 pays, nous pouvons parler dans l'ensemble d'une histoire de succès, même si toutes les parties, en terme de société et d'économie, n'y ont pas profité dans la même mesure. Lorsque l'on sait que l'élargissement de l'UE a été, en grande partie financé par le budget agricole, nous prenons conscience des incidences qu'une telle réalisation peut avoir sur les «anciens» pays. Néanmoins, ce fut une décision politique juste, qui a aussi représenté des chances pour l'agriculture de l'Union des 15.

L'élargissement a ouvert de nouveaux marchés d'une très grande ampleur et l'écoulement des produits en a été grandement bénéficiaire. Mais simultanément, la pression sur nos marchés agraires s'est intensifiée; une pression que l'on ne peut pas toujours contrer de manière adéquate, car contrairement au marché agricole, le marché du travail reste toujours très en marge du marché intérieur, ce qui maintient des coûts de main-d'œuvre élevés. Nous demandons dès lors la mise en place rapide de bonnes réglementations relatives aux marchés du travail et des services. Face à la concurrence pointue sur le libre marché intérieur dans le domaine agricole, il faut pouvoir mieux accéder à des services et à une main-d'œuvre pro-

venant de tous les pays de l'Union. Et les paysans attendent des consommateurs qu'ils soient disposés à honorer par leurs achats, les sévères standards qu'ils appliquent à la demande de la société.

### **L'Autriche et l'Union européenne**

L'Autriche, membre de l'Union depuis une décennie, a su en tirer profit et participer aussi à sa construction, comme l'illustre le modèle européen de l'agriculture qui s'est largement inspiré de la politique agricole écosociale autrichienne. Mais durant cette période, l'Autriche a elle-même subi de profonds changements; pas seulement dans le domaine agricole. Notre pays situé en périphérie, s'est rapproché du centre de l'Europe. Les marchés en forte croissance sont désormais aux portes de l'Autriche. Ce n'est que depuis son entrée dans l'Union que l'Autriche a pu déployer une nouvelle forme de politique avec ses pays voisins. L'élargissement de l'Union européenne a fait de ses anciens voisins de nouveaux partenaires. Après plus d'une décennie, l'on peut affirmer à juste titre que le „Oui“ à l'adhésion a été une bonne réponse.

Comme tous les indicateurs économiques le montrent, l'Autriche a su tirer profit de son adhésion à l'Union européenne. La libre circulation des personnes et des marchandises a agrandi le rayon d'action de l'économie autrichienne. Durant les dix dernières années, celle-ci s'est fortement modernisée et internationalisée. Les entreprises ont voulu maîtriser les défis qui les attendaient.

Et ce succès peut aussi se mesurer dans le domaine agroalimentaire, faits et chiffres à l'appui: le commerce extérieur agricole présente pour la première fois dans l'histoire de l'Autriche un bilan positif. Bétail d'élevage, céréales, vin, fromage et pommes, pour ne citer que quelques uns, sont des produits agroalimentaires avec lesquels l'Autriche a réussi, après des décennies, à en exporter une quantité plus importante qu'elle n'en a importée. Elle a simultanément pu maintenir des parts de marché essentielles dans le commerce de produits alimentaires depuis 1995, malgré une plus forte concurrence étrangère.

### **Le soutien de la société AMA-Marketing**

Cette société qui, par un marketing cohérent, met en avant «l'attachement à la patrie» invite les consommateurs autrichiens à demeurer patriotes dans leurs achats. Les facteurs tels que la nature, la fraîcheur, la proximité, la propreté, l'authenticité et la délectation jouent un rôle primordial dans le comportement des consommateurs.

### **Le cycle de Doha de l'OMC**

Bien que l'Union européenne ait mis tout en œuvre pour aboutir à un accord, les négociations sont, pour l'instant, considérées comme un échec. Au vu des récentes votations qui ont eu lieu aux Etats-Unis, personne ne peut savoir si et quand les négociations seront reprises. Ni la politique agricole européenne, ni la résistance des paysans européens n'a conduit à cet échec. Les négociations ont de toute évidence échoué en raison de la politique agricole des Etats-Unis qui, en ne s'adaptant pas aux règles de l'OMC, entraîne des distorsions du commerce dans des domaines essentiels. Le système américain de soutien des prix, ainsi que les crédits à l'exportation et les aides alimentaires des Américains entraînent des distorsions du commerce.

Comme vous le savez, l'Union européenne a fourni toute une série de propositions afin de mener à bout le cycle de négociations. Les Américains ne se sont pas laissés intimider par le quasi-bradage de l'agriculture européenne. Ils n'ont cédé sur rien; au contraire: ils exigent de l'Union européenne des concessions supplémentaires à celles déjà faites dans la suppression des aides à l'exportation, la diminution catégorique des droits de douane et la modification de contingents commerciaux aux désavantage de l'Europe.

Ces partenaires se sont montrés unis à la table des négociations, donnant longtemps dans le public une image des Européens qui paralyseraient la recherche de solutions équitables pour les pays en développement. Alors qu'aucun espace économique dans le monde ne fait plus que l'Union pour les pays les plus pauvres. Voici quelques exemples:

- L'Union européenne est le plus grand importateur mondial de biens agricoles.
- Les pays en développement exportent plus de produits agricoles vers l'Europe que vers les grandes nations industrialisées que sont les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, etc. ensemble.
- Le 85 pour cent des exportations agricoles de l'Afrique est destiné à l'Union.
- L'Union importe plus de produits agricoles que les USA en provenance de l'Amérique du Sud.
- L'initiative „Tout sauf les armes“ de l'Union européenne se traduit par une ouverture de ses frontières, sans entrave douanière, aux pays les plus pauvres; il serait vain de chercher une offre comparable chez les autres grands partenaires commerciaux.

Nous espérons que la commission profitera de cette pause pour reconsidérer sa tactique de négociations qui n'a été jusqu'ici ni dans l'intérêt des pays en développement, ni dans celui de l'agriculture de l'Union européenne. Même les représentants de l'industrie en Europe se sont interrogés sur les innombrables compromis acceptés dans le dossier agricole, sans obtenir la moindre contrepartie dans les autres domaines du paquet de négociations. Rétrospectivement, chacun s'accorde à dire que cela était une immense erreur, car les Américains n'ont jamais imaginé dévier d'un pouce la stratégie de leur politique agricole.

Tant y est, l'Union européenne n'est pas du tout contre une convention OMC équitable et loyale. Les paysans européens aspirent à une bonne conclusion des négociations de l'OMC. Depuis 1994, à Marrakesh, le commerce agricole international est assujéti aux règles de l'OMC. Il s'avère dès lors nécessaire et judicieux d'instaurer un cadre juridique international pour la politique agricole européenne. Les accords commerciaux bilatéraux, comme l'ont montré les expériences par le passé et la reprise des négociations avec les Etats du MERCOSUR, ne représentent pas une fructueuse alternative. Nous demandons à la Commission européenne de parvenir à un accord équilibré dans le cadre de l'OMC. Un tel accord serait possible en respectant les propositions agricoles à négocier. Tous seraient gagnants d'aboutir à une solution sur ce modèle, en particulier les pays en voie de développement.

### **Perspectives**

L'agriculture en Europe, mais aussi à l'échelle mondiale, est appelée à assumer des tâches toujours plus importantes. Elle sauvegarde les ressources naturelles, comme l'air ou l'eau. Elle garantit des produits alimentaires de haute qualité et approvisionne l'économie et la population en matières premières renouvelables et en énergie écologique.

La croissance de la population évolue toujours avec la même intensité, ce qui multiplie la demande en alimentation, en eau potable et en énergie. La population mondiale comptait 3,5 milliards d'habitants en 1965. En 2020, nous serons sept milliards d'êtres humains sur notre planète, donc le double. La Chine, qui compte actuellement 1,25 milliard d'habitants, malgré une politique natale rigide, affichera 1,5 milliard en 2020. Et la situation de surpeuplement est encore plus explosive en Inde et en Afrique.

Dès lors, les agriculteurs, en tant que producteurs de denrées alimentaires, de matières premières et d'énergie, et en tant que protecteurs des ressources naturelles seront dans le futur tout aussi indispensables que dans le passé et le présent. L'alimentation, la nature et l'énergie ont été, sont et demeurent les compétences centrales du paysan, ce qui nous rend indispensables, plus que jamais. Nous sollicitons les responsables politiques, de nous accorder les conditions-cadres dont nous avons besoin pour assurer une agriculture compétitive et durable, dans l'intérêt de toute la société en Europe.